



AGRICULTURE STRATÉGIES

Newsletter n°22 : politique commerciale de l'UE, OCDE, Chine et prix du lait

Bonjour,

Agriculture Stratégies fait sa rentrée en accueillant une nouvelle collaboratrice : Ingénieure agronome, docteure en économie et politique agricole, **Alessandra Kirsch rejoint le Think Tank Agriculture Stratégies au poste de directrice des études**. Elle remplace Frédéric Courleux qui a rejoint le Parlement européen et qui restera membre du Comité d'Orientation Stratégique du think-tank.

Dans les suites de la tourmente des échanges engendrée par la crise Covid 19 et dans un contexte de remise en cause de l'OMC par les Etats Unis, l'UE a lancé le 16 juin dernier une consultation publique visant à réviser en profondeur sa politique commerciale. Parmi les objectifs cités, figurent celui d'améliorer la résilience de l'UE et de créer un modèle « d'autonomie stratégique ouverte ». Cette expression n'est pas sans rappeler celle proposée par Agriculture Stratégies dans sa note de référence stratégique « **Pour une réforme du multilatéralisme : Un défi pour les institutions européennes et une solution pour la PAC** » en janvier 2019. Nous reprenons dans **notre réponse à la consultation** les propositions alors évoquées : privilégier les coopérations entre Etats souverains, discriminer les produits selon les modes de production, et réguler les défaillances de marché. L'OMC doit perdre ses prérogatives supranationales et se voir repositionnée parmi les institutions de l'ONU afin d'en faire une organisation propice au dialogue, à la recherche de conciliation et à la structuration de coopérations commerciales stabilisatrices et durables.

Pas de remise en cause, en revanche, de l'OCDE vis-à-vis de son modèle prédictif, qui prouve comme chaque année son incapacité à prédire l'avenir, tant s'en faut. Dans notre article **Rapport OCDE/FAO sur les perspectives agricoles : surproduction au service du commerce** nous revenons une nouvelle fois sur les dangers de cette vision linéaire factice fondée sur la nécessité d'une augmentation constante de la production, facteur de déséquilibres croissants. Dans les faits, la réalité de l'adéquation entre offre et consommation n'est pas correctement évaluée et toute analyse découlant de cette base ne peut qu'être erronée, ce qui fragilise les fondements économiques et politiques des discussions

dans les instances internationales. En effet, l'UE s'appuie sur cette approche simplificatrice de l'OCDE pour justifier une croissance continue mais irréaliste des revenus des agriculteurs européens.

Pourtant, l'adéquation entre consommation et production est à la base de la sécurité alimentaire. Alors qu'elle dispose pourtant des stocks alimentaires les plus élevés au monde, la Chine continue à surveiller sa consommation de près. **La gestion de la sécurité alimentaire en Chine** reste une priorité forte, qui se traduit également par une politique anti-gaspillage alimentaire.

En France, si l'application de la loi Egalim a eu pour vertu d'imposer la prise en compte du coût de revient dans les négociations sur le prix du lait, deux ans après, des divergences persistent entre producteurs et industriels. Des zones d'ombres persistent dans les formules de prix, dont les industriels profitent pour continuer à imposer des variations de prix aux producteurs, ce que dénoncent les députés européen et français, Eric Andrieu et Dominique Potier, membres du Comité d'Orientation Stratégique d'Agriculture Stratégies, dans un article «**Baisse du prix du lait, les producteurs ne doivent pas être la variable d'ajustement !** », que nous reproduisons ici.

Bonne lecture !